

"Union Ruhr-Lorraine" dans Die Welt (11 mai 1950)

Légende: Le 11 mai 1950, le quotidien allemand Die Welt commente la proposition Schuman de mettre en commun la production du charbon et de l'acier en Europe occidentale.

Source: Die Welt. Unabhängige Tageszeitung. Hrsg. BLEY, Curt ; Herausgeber SCHERER, Hans. 11.05.1950, n° 109; 5. Jg. Hamburg: Die Welt. "Union Ruhr-Lothringen", p. 2.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/union_ruhr_loorraine_dans_die_welt_11_mai_1950-fr-51cc0e39-9ff6-4488-a685-48d5abee16a.html

Date de dernière mise à jour: 06/07/2016



Union Ruhr-Lorraine

La décision unanime du cabinet français en faveur du regroupement de l'ensemble de la production allemande, française et sarroise de charbon donne un sérieux coup de pouce à l'idée européenne. Le vaisseau européen s'était échoué. L'idée d'une fédération européenne, telle que la soutient Strasbourg, s'est vue exposée à une crise, à la suite de l'éviction du thème de l'Europe par la discussion des problèmes concrets, économiques et politiques, de la coopération internationale.

La crise a pris une telle ampleur que plusieurs responsables politiques européens considéraient déjà Strasbourg comme une affaire classée qui, dans le meilleur des cas, pouvait encore venir à bout de quelques problèmes culturels. L'union économique de l'Europe était régie par le bureau du Plan Marshall à Paris, et les questions de sécurité étaient de toute façon confiées au Pacte atlantique.

À cette faiblesse effective est venu s'ajouter un élément psychologique. Le besoin de sécurité de la France ne semblait pas satisfait avec Strasbourg. La France se sentait apparemment un peu seule aux côtés de l'Allemagne à Strasbourg depuis que l'Angleterre, en raison de ses intérêts impériaux amphibies, ne participait plus pleinement à l'Europe.

Bien que les puissants milieux politiques français du centre aient fait figure, ces dernières années, de portedrapeau de l'idée d'une «troisième puissance», à savoir l'Europe, qui voudrait que le vieux continent soit un intermédiaire de poids entre Washington et Moscou, on a pu avoir l'impression que la France avait capitulé face aux tâches et aux difficultés d'une solution aussi ambitieuse. De plus, l'unification de l'Europe demande du temps. Or, l'impérialisme soviétique dans le monde ne permettait plus de temporiser. Pour que la paix ne soit pas menacée, le monde non communiste devait parvenir à une stratégie claire de la guerre froide. La conférence des ministres des Affaires étrangères à Londres se penchera sur cette question.

Entre-temps toutefois, le président du Conseil, Bidault, avait réclamé la constitution d'un Conseil atlantique pour la paix. La France semblait abandonner l'espoir d'une solution européenne autonome pour ne plus voir l'Europe que dans le cadre du Pacte atlantique. Cela aurait sabordé Strasbourg et soulevé la question du sens qu'aurait pu avoir encore l'adhésion de l'Allemagne au Conseil de l'Europe.

La déclaration sensationnelle du gouvernement français sur la formation d'une union s'étendant de la Ruhr à la Lorraine change la donne. La grande solution continentale revient sur le devant de la scène. L'espoir ressurgit de réaliser la fédération européenne en tant que garantie de la paix mondiale.

Au nom du SPD, Kurt Schumacher a attiré l'attention sur le risque qu'un regroupement des industries ne constitue pas une véritable union européenne des peuples et conduise plutôt à une «Europe S.A.». Il ne faut pas prendre à la légère le fondement de ce reproche. L'histoire de la République de Weimar nous apprend que les cartels franco-allemands de l'époque ont sonné le glas des efforts politiques de Stresemann et de Briand. On a renoncé aux initiatives politiques pour se concentrer sur le destin économique.

Mais les temps ont changé. Vingt années se sont écoulées. Une nouvelle guerre mondiale, de nouveaux ravages et de nouvelles tentatives de reconstruction ne sont pas restés sans impact sur le sens des accords économiques internationaux. Au bureau du Plan Marshall à Paris, les Américains insistent depuis longtemps sur l'unification économique de l'Europe. Les travaux de Paris n'ont toujours pas abouti, car on n'a pas encore dépassé le stade du soutien aux économies nationales en Europe. Strasbourg non plus n'a pas pu construire l'union économique, car le Conseil de l'Europe ne possédait initialement aucune compétence économique et celles qu'il a obtenues par la suite ont toujours été contestées.

Dans ce contexte, la collaboration économique n'est pas un frein mais une contribution positive à l'union politique de l'Europe. Et ce d'autant plus que l'intention n'est pas de mettre sur pied un cartel de l'industrie lourde mais une «Haute autorité» au niveau gouvernemental. Il y a toutefois une condition à remplir: donner satisfaction aux syndicats allemands qui ne veulent pas que la proposition de Schuman change les dispositions en matière de propriété et de cogestion.

L'union économique a néanmoins donné un nouvel élan à Strasbourg et la décision du cabinet fédéral allemand au sujet de l'adhésion au Conseil de l'Europe prend tout son sens.

La décision du cabinet français survient à un moment favorable. Elle est un élément constructif du plan global de collaboration entre tous les pays non communistes. Elle est mise sur le tapis à un moment où Bonn doit prendre une décision au sujet de l'adhésion de l'Allemagne au Conseil de l'Europe. Pour le chancelier et les parlementaires allemands, cette question ressemble dès lors moins à un cas de conscience. La question funeste de la Sarre peut être rendue moins épineuse dans le cadre des nouvelles discussions sur l'union.

La proposition française est également une grande contribution à la paix. Plus l'Europe gagne en force intérieure, plus solide est la garantie qu'une troisième guerre mondiale sera évitée. Puisque l'Allemagne ne participe pas à un système de sécurité militaire mais à un processus d'assainissement économique de l'Europe, l'approbation de la proposition de Paris ne devrait pas compromettre tous les efforts déployés pour mettre un terme à la division de l'Allemagne. L'étroite collaboration économique, telle qu'elle est voulue aujourd'hui sur la base de l'égalité des droits entre l'Allemagne et la France, existe déjà depuis longtemps sur la base de l'exploitation coloniale entre la Russie et la zone de l'Est.

L'impression la plus nette que suscite la proposition d'union est toutefois que l'Europe est encore suffisamment forte pour mettre en pratique des idées grandes et puissantes, des plans constructifs, des visions. La lutte contre le communisme ne peut pas être menée uniquement avec des idées de résistance, de défense, d'endigement. L'Occident et le monde non communiste ne peuvent s'imposer spirituellement et politiquement qu'avec des idées positives.